

Le désenchantement de la fiscalité Macron

Article rédigé par *François Teutsch*, le 16 octobre 2017

source[Boulevard Voltaire] Cette partie de la population est trop riche pour bénéficier de la suppression de la taxe d'habitation.

On croyait révolue l'ère Hollande et ses riches gagnant plus de 4.000 euros par mois. Il va falloir réviser cela, puisque le gouvernement s'apprête à alourdir la fiscalité des ménages les plus aisés. On apprend ainsi que le 9e décile de la population, c'est-à-dire celui situé juste en dessous de la catégorie la plus riche, connaîtra une baisse sensible de son niveau de vie dès 2018 si les mesures envisagées par [Emmanuel Macron](#) et son gouvernement sont votées. Et nul ne doute qu'elles le seront, compte tenu de l'incroyable nullité des députés élus en juin, dont la plupart n'entendent rien au b.a.-ba des finances publiques.

Cela concerne 2,8 millions de ménages qui gagnent entre 27.000 et 34.000 euros par an pour un célibataire, ou entre 67.000 et 86.000 euros par an pour la famille d'un couple avec deux enfants. Des ménages aisés, donc, mais pas à proprement parler riches. C'est la tranche supérieure des classes moyennes supérieures. Elle comporte des cadres de direction, des entrepreneurs, des professions indépendantes. En bref, des gens qui font tourner l'économie. Contrairement au 10e décile, elle investit beaucoup, travaille encore plus, et ne vit pas de rentes spéculatives. Elle n'a ni yachts, ni propriétés somptueuses. Plutôt libérale et européiste, elle a massivement voté pour [Emmanuel Macron](#). Qui pourrait bien le lui faire regretter.

Cette partie de la population est trop riche pour bénéficier de la suppression de la taxe d'habitation. Elle subira donc de plein fouet l'augmentation de cette taxe que les collectivités locales ne manqueront pas d'appliquer pour compenser sa suppression annoncée au profit de 80 % des ménages. Elle ne paye pas l'ISF, impôt assis sur le patrimoine, et ne tirera aucun profit de sa transformation en impôt sur la fortune immobilière. Elle économise, et sera de ce fait pénalisée par l'augmentation des taxes sur les revenus du capital, entamée sous les mandats précédents. Et elle n'est pas suffisamment fortunée pour s'offrir le luxe d'une optimisation fiscale réservée aux vrais riches.

Les Français ont la manie de l'égalité. « Faire payer les riches » est une formule qui fait florès depuis des décennies. Ce trait de caractère, dissimulé derrière une apparente volonté de solidarité envers les plus défavorisés, révèle surtout une forme de jalousie perverse. Et, compte tenu du revenu médian français, soit 1.772 euros par mois ou 21.264 euros par an, la moitié de la population peut se dire pauvre en comparaison avec ces « riches » toujours soupçonnés de noirs desseins. Sauf que l'impôt se concentre désormais sur ces catégories supérieures, et qu'en 2016, seuls 42,8 % de la population ont payé l'impôt sur le revenu – un record depuis les années 1980.

Demander aux riches une contribution plus importante qu'aux pauvres peut se concevoir, encore que le principe doive être nuancé. Taxer sans raison la partie de la population qui contribue le plus à l'activité économique, et qui consomme le plus, relève de l'absurdité économique. D'autant plus qu'en raison de l'absence d'une politique familiale digne de ce nom, ce sont ces gens-là qui ont le plus d'enfants par ménage. Parce qu'eux seuls ont les moyens de les élever, si l'on ne compte pas les familles très pauvres ou immigrées

qui bénéficient, pour ce faire, d'allocations compensant leur absence d'activité salariée. Une famille bourgeoise de quatre enfants vit moins bien avec 80.000 euros par an qu'un couple d'employés avec deux enfants qui gagne 40.000 euros. Mais elle est beaucoup plus taxée, alors qu'elle contribue, par l'éducation de sa progéniture, au renouvellement des générations, à la formation de nos successeurs et au soutien de la consommation. Doit-elle être plus imposée ? Elle ne touche plus, ou presque, d'allocations familiales, ne bénéficie presque plus du quotient familial et n'a rien d'un clan d'émirs arabes ou d'un petit couple de bobos homosexuels à tendance vegan.

La manœuvre est politiquement risquée. Nombreux sont les électeurs de Macron qui ont vu en lui un libéral aisé et qui ont pensé qu'après le désastreux quinquennat Hollande, l'homme reviendrait à la raison fiscale. Ils vont vite déchanter...